

Sur quelques réflexions en guise de contribution au 37ème Congrès.

Les élections présidentielles, c'est déjà presque demain et les candidats, singulièrement à droite s'agitent, se bousculent au portillon. Les médias ne sont pas en reste pour leur promotion. Le LR semble avoir une préférence pour Juppé face à un Sarkozy discrédité dans l'opinion. Bien que ce dernier semble être le favori du PS en cas de second tour.

Quant au FN, si le PS compte sur ce qui c'est passé en 2002 (Chirac/ Le Pen) il risque de graves désillusions. Désillusions qui au résultat peuvent coûter cher à la population Très cher à la France.

Il appartient donc à la gauche, la vraie, la seule qui vaille, de mettre en échec ces stratégies qui donnent la nausée politique. Politique qui détruit la République, son originalité démocratique. Une des causes de la dégradation des valeurs républicaines me semble résider dans l'élection présidentielle au suffrage universelle elle même. S'il y a un scrutin aux antipodes de la démocratie c'est bien celui-là.

De septennat en quinquennat ,la personnalisation du pouvoir c'est aggravée depuis sa création en 1965. A cette loi électorale s'ajoute la stratégie permettant avec les législatives dans la foulée de construire des écuries présidentielle. Au bout du compte le président n'a de compte à rendre à personne.

Face à cette situation, des personnalités en appellent à une primaire de l'ensemble de la gauche. Encore que parmi eux Kohn Bendit, anticommuniste fait homme, et pour lequel il est normal d'avoir un candidat qui irait de la gauche à la droite. Hormis quand même le FN.

Toutefois, pour intéressante que soit cette initiative, elle mérite attention ne serait-ce que pour clarifier les positions respectives, en tout état de cause celle de notre Parti.

Or de quoi avons nous besoin, d'une candidate, d'un candidat providentiel ? Poser la question, c'est y répondre !

Ce dont la gauche a le plus besoin , c'est de proposer un programme, un projet de société qui répondent pleinement aux attentes populaires, tels : En premier lieu l'emploi, encore faudra-t-il préciser, détailler les moyens à mettre en œuvre pour y parvenir, la santé, l'égalité des chances scolaires, les salaires , retraites et pensions sans oublier les moyens de se loger etc..

Rassembler autour d'un tel projet de société suppose que chacune, chacun s'en sente candidat, rejette toute délégation de pouvoir.

A peine l'élection de 2012 passée, c'est celle de 2017 qui est visée. Le pouvoir en place, les médias ne pensent que par le 2ème tour, occultant volontairement le premier.

Ce n'est pas un accident. Les tenants d'une telle stratégie excluent nombre de formations politique du débat, singulièrement le notre et ses initiatives de rassemblement populaire.

Au fil des scrutins qui se sont succédés, à quoi assistons nous ? De plus en plus d'électrices, d'électeurs ne se prononcent plus en fonction de leurs convictions, de leurs intérêts, mais s'expriment en faveur de celle ou celui en capacité de battre l'autre au second tour. Il est indispensable de tordre le cou à ces dérives.

Cette élection est bel et bien le contraire d'une expression démocratique.

Dès la décision d'élire le président de la République au suffrage universel, le Parti c'était fermement opposé à cette disposition dangereuse qui ne pouvait manquer de personnaliser le pouvoir. Y compris Mitterrand c'était opposé à cette décision en publiant un livre intitulé » Le coup d'Etat Permanent ». Par la suite on a vu aussi qu'il a usé et abusé de cette dérive prévisible.

Poser aujourd'hui la suppression de ce type d'élection serait légitime et politiquement cohérent, ne serait-ce que pour avoir un gouvernement réellement responsable devant le parlement. Pour autant il ne faut pas être naïf, actuellement l'opinion publique ne comprendrait pas la proposition.

Par contre, il est possible d'exiger une inversion du calendrier électoral pour que dès 2017 les élections législatives se situent AVANT L'ELECTION PRESIDENTIELLE.

Une telle proposition ne serait pas seulement un pavé dans la mare, mais comme certains députés sortants qui souhaitent, qui espèrent retrouver un siège aujourd'hui branlant pourraient être attentifs à cette revendication.